

**De quel
grand 'deal'
est-il question?**

Comprendre le
Partenariat
transpacifique

Le PTP et l'impact de l'élimination des tarifs sur le commerce canadien

John Jacobs





CCPA
CANADIAN CENTRE
for POLICY ALTERNATIVES
CENTRE CANADIEN
de POLITIQUES ALTERNATIVES

ISBN 978-1-77125-283-6

Ce rapport est disponible gratuitement à www.policyalternatives.ca. Des copies imprimées peuvent être commandé au Bureau national du CCPA — frais de 10 \$.

S'IL VOUS PLAÎT FAIRE UN DON...

Aidez-nous à continuer d'offrir nos publications gratuites en ligne.

Avec votre soutien, nous pouvons continuer à produire des recherches de qualité — et nous assurer qu'elles tombent entre les mains des citoyens, des journalistes, des décideurs et progressistes. Visitez www.policyalternatives.ca ou appelez le 613-563-1341 pour plus d'informations.

Le CCPA est un organisme de recherche indépendant. Ce rapport a été soumis à un examen par les pairs et répond aux normes de recherche du Centre.

Les opinions et recommandations formulées dans le présent rapport, ainsi que s'il y avait erreurs, sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion des éditeurs ou des donateurs de ce rapport.



À PROPOS DE L'AUTEUR

John Jacobs est candidat au Doctorat à l'École de politiques publiques et à l'Institut d'économie politique de l'Université de Carleton. Chercheur associé au CCPA, il est aussi l'auteur de plusieurs publications sur les politiques publiques et a été chroniqueur du *Chronicle Herald* à Halifax.

REMERCIEMENTS

L'auteur souhaite remercier chaleureusement Nathalie Guay, Pierre-Yves Serinet et Scott Sinclair pour leur rôle clé dans la publication de ce rapport ainsi que pour leur révision et commentaires constructifs à diverses étapes de la recherche. L'auteur remercie aussi Angella MacEwen, Jim Stanford, Jean Dalcé, Colin L'Ériger et Normand Pépin pour leur révision et leurs suggestions aux versions préliminaires de ce papier. Des remerciements vont à Pierre-Yves Serinet pour le travail colossal de traduction ainsi qu'à Stuart Trew pour ses précieuses suggestions tant au niveau du contenu que de l'édition. Un merci particulier aux membres du personnel du CCPA, dont Bruce Campbell et Kerri-Anne Finn, ainsi qu'à Tim Scarth pour la mise en page du rapport.

Ce rapport a été rendu possible grâce au *Réseau québécois sur l'Intégration continentale (RQIC)* et au soutien financier de certains de ses membres: Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Confédération des syndicats nationaux (CSN), Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) et Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP). Dans cette étude indépendante, les vues exprimées sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du RQIC ou du CCPA.

5	Le PTP et l'impact de l'élimination des tarifs sur le commerce canadien
5	Introduction
6	Les chiffres du commerce du Canada dans la région PTP
8	La balance commerciale du Canada avec les pays du PTP
11	La composition des échanges commerciaux du Canada avec les pays du PTP
14	Les taux tarifaires entre le Canada et les pays du PTP
16	Le commerce du Canada avec le Japon
17	Les défis découlant d'exportations basées sur les ressources naturelles
19	Quelques implications pour l'emploi
22	Conclusion
22	Notes

Le PTP et l'impact de l'élimination des tarifs sur le commerce canadien

Introduction

Le Partenariat transpacifique (PTP) est présenté comme un « accord commercial du 21^e siècle » qui permettra de stimuler la croissance et d'accroître les échanges commerciaux dans la zone Asie-Pacifique entre les 12 pays signataires : l'Australie, le Brunei, le Canada, le Chili, les États-Unis, le Japon, le Pérou, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, Singapour et le Vietnam. Le gouvernement des États-Unis croit que le PTP contribuera à contenir les ambitions économiques de la Chine, voire de l'Inde et même des autres nations du BRICS.¹ « En Asie, c'est à qui saura saisir sa chance de définir les règles du jeu », a affirmé le Représentant au commerce des États-Unis (USTR). « Si nous n'adoptons pas cet accord et n'écrivons pas les règles du jeu, ce sont nos compétiteurs qui les définiront à leur avantage, menaçant ainsi les travailleurs et les emplois américains, tout en minant le leadership des États-Unis en Asie. »²

Les « règles du jeu » du PTP incluent un large éventail de mesures qui restreignent la marge de manœuvre politique des gouvernements dans des domaines comme la finance, la protection de l'environnement, la promotion

de la culture, les droits de propriété intellectuelle, les services publics et les réglementations en matière de santé publique, etc.³ Il n'est pas nouveau que les accords de libre-échange (ALÉ) s'attaquent aux politiques gouvernementales, et cela est d'autant plus vrai alors que déjà les tarifs ont atteint mondialement leur niveau le plus bas. Il est tout de même utile de questionner les affirmations des partisans du PTP pour qui l'élimination des quelques tarifs encore en place entraînera de façon automatique de nombreux bénéfices. Cet exercice est d'autant plus important qu'à ce jour, les Canadiens et Canadiennes n'ont pas reçu toute l'information pertinente leur permettant d'évaluer de façon éclairée les impacts commerciaux du Partenariat transpacifique, et encore moins l'ampleur de ses effets sur les politiques publiques.⁴

Le présent texte cherche à combler une partie du déficit des données concernant les risques et bénéfices potentiels pour le Canada d'éliminer ses tarifs dans le cadre du PTP. D'entrée de jeu, l'étude évalue l'ampleur des tarifs qui seraient éliminés sur les exportations canadiennes grâce au PTP. L'analyse cherche ensuite à déterminer l'impact potentiel de l'accord en révisant la quantité et la composition des échanges commerciaux actuels du Canada avec des pays du PTP qui ne sont pas déjà assujettis à un accord de libre-échange existant (c'est-à-dire en excluant les pays avec lesquels les tarifs ont déjà été largement éliminés).

L'analyse conclut que, malgré le fait que le PTP peut potentiellement favoriser à la marge certaines exportations canadiennes, l'accord aura vraisemblablement un impact négatif sur la balance commerciale du Canada, et réduira notre capacité à générer de l'emploi et à faire croître l'activité économique dans le secteur manufacturier et dans celui des hautes technologies. Le PTP pourrait être un obstacle important à l'engagement qu'a pris le gouvernement Trudeau de diversifier l'économie canadienne et de la sortir de sa dépendance actuelle à l'égard de l'extraction et de l'exportation de produits primaires.⁵

Les chiffres du commerce du Canada dans la région PTP

Selon les partisans du PTP, l'élimination des tarifs grâce à l'accord engendrera des bénéfices importants pour l'économie canadienne, donnant aux exportateurs un accès préférentiel à près de 40 % du commerce mondial et à 800 millions de consommateurs potentiels.⁶ Il est vrai que la somme des parts de marché des pays du PTP s'élève actuellement à 36 % du PIB mondial (il s'agissait de 52 % en 2000), mais une grande partie de ce marché auquel le Canada aura accès (soit 76 % du PIB de la zone PTP) est déjà libre

TABLEAU 1 Le PIB des pays du PTP, leur population et le PIB par habitant (2014)

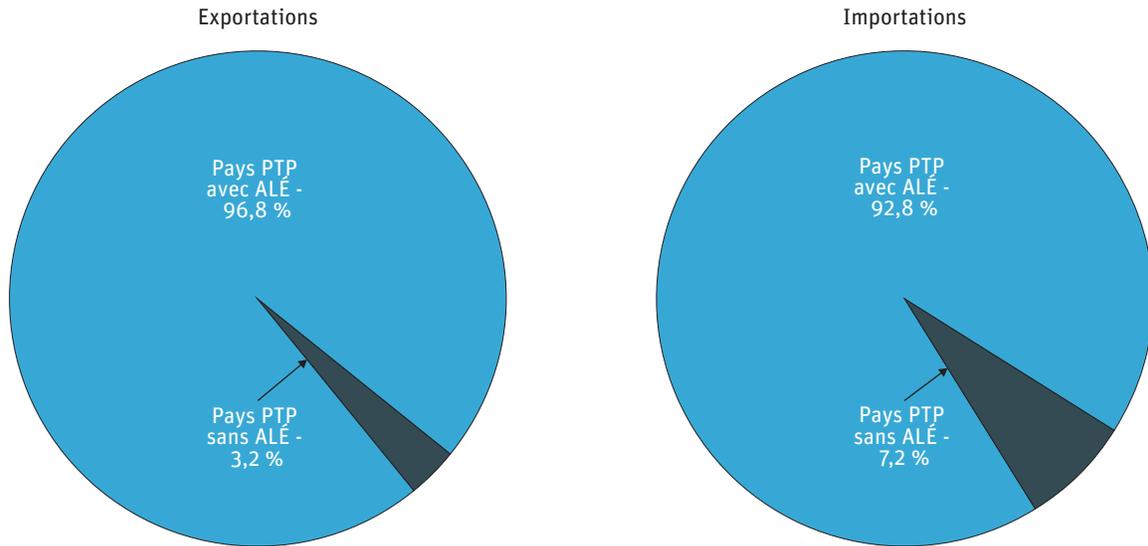
	PIB (millions de \$US)	% du PIB des pays du PTP	Population (en milliers)	Pop. en % des pays du PTP	PIB par habitant (\$US)
Australie	1 474 849	5,2 %	23 622	2,9 %	62 414
Brunei	14 971	0,1 %	417	0,1 %	35 376
Japon	4 586 748	16,3 %	126 795	15,5 %	36 116
Malaisie	326 113	1,2 %	29 902	3,7 %	10 803
Nouvelle-Zélande	202 169	0,7 %	4 495	0,6 %	44 420
Vietnam	186 599	0,7 %	92 423	11,3 %	2 016
Pays PTP (hors-ALÉ)	6 791 450	24,1 %	277 655	34,0 %	24 460
Canada	1 786 670	6,3 %	35 544	4,4 %	50 294
Chili	258 358	0,9 %	17 763	2,2 %	14 537
Mexique	1 279 305	4,5 %	125 386	15,4 %	10 334
Pérou	201 251	0,7 %	30 973	3,8 %	6 541
Singapour	301 193	1,1 %	5 507	0,7 %	54 593
États-Unis	17 526 951	62,3 %	323 241	39,6 %	53 702
Pays PTP (sans tarifs)	21 353 728	75,9 %	538 413	66,0 %	39 660
Total des pays PTP	28 145 178		816 068		34 403

Sources PIB et PIB par habitant, UNCTADstat; population, UNCTADstat et Statistique Canada. Les calculs sont de l'auteur.

de tarifs, comme le montre le tableau 1.⁷ Il est donc exagéré d'affirmer que le PTP donne au Canada un accès inédit aux économies en pleine croissance de ces pays de la zone Asie-Pacifique.

Les exportations du Canada vers les pays du PTP représentent une portion importante (81 %) de ses exportations totales (*Tableau 2*) mais 94,6 % de ce commerce se fait avec les États-Unis et est déjà couvert par l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Lorsqu'on ajoute à ce chiffre les échanges effectués avec d'autres pays du PTP auxquels le Canada a déjà accès sans tarifs — le Mexique, le Chili, le Pérou (grâce à des ALÉ) et Singapour, qui n'applique pas de tarifs sur les importations — force est de constater que 96,8 % des exportations canadiennes dans la région du PTP ne sont soumises à aucune barrière tarifaire (voir le graphique 1).⁸ Les 3,2 % restants sont des exportations dans la région destinées aux pays du futur PTP où s'appliquent certains tarifs (soit des pays avec lesquels il n'y a pas d'ALÉ) mais celles-ci représentent seulement 2,8 % des exportations totales du Canada dans le monde.

GRAPHIQUE 1 Les échanges commerciaux du Canada dans la région PTP (2015)



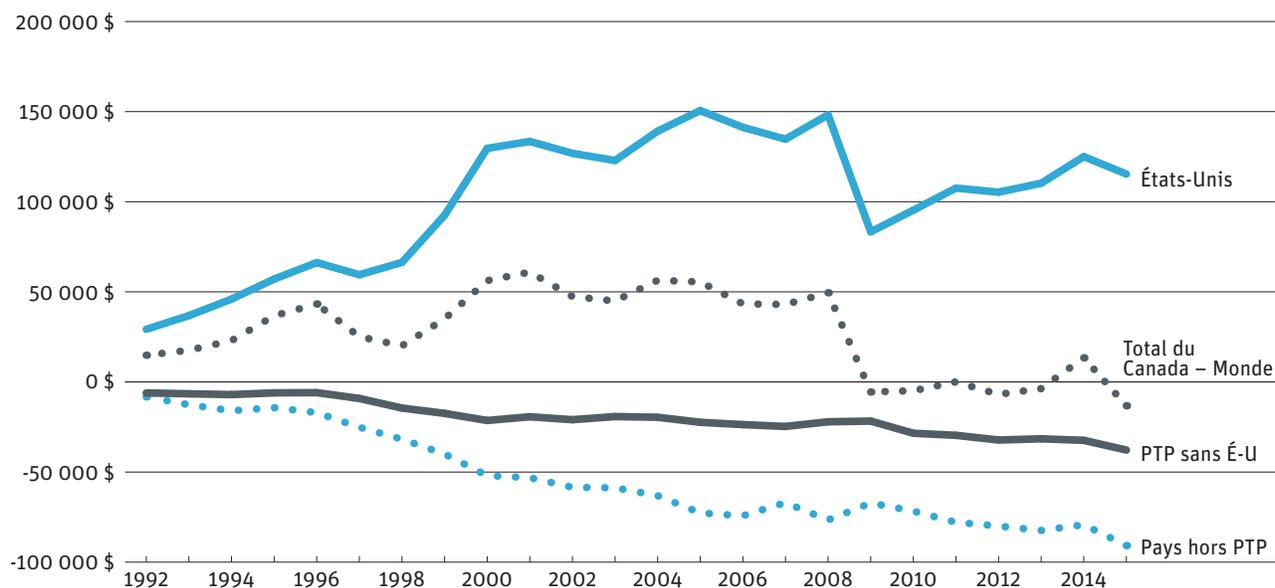
Source Données sur le commerce en direct (DCD) d'Industrie Canada⁹ (puisque Singapour n'applique aucun tarif sur les importations, les exportations canadiennes vers ce pays ont été incluses dans les pays PTP avec ALÉ).

Les partisans du PTP prétendent que l'accord donnera un accès à 800 millions de consommateurs mais là encore, on fait fi du fait que le Canada a déjà un accès préférentiel à 66 % de ces consommateurs (soit 538 millions). L'écart entre l'accès préférentiel de 76 % du PIB des pays PTP et 66 % des consommateurs de la région est dû au niveau de revenu relativement plus bas des pays à plus forte densité de population comme le Vietnam et la Malaisie, où le PIB par habitant est respectivement de 2 016 \$ et de 10 803 \$ (la moyenne pour la région PTP est de 34 400 \$). Le tableau 1 montre que le PIB par habitant — un indicateur du pouvoir d'achat — est 38 % moins élevé dans les pays du PTP avec lesquels le Canada n'a pas d'ALÉ qu'avec ceux comptant un ALÉ, ce qui jette une douche d'eau froide sur l'idée qu'une simple augmentation du nombre de consommateurs potentiels se traduira de façon automatique en un gain de marché pour les exportateurs canadiens.

La balance commerciale du Canada avec les pays du PTP

Pendant longtemps, la santé de la balance commerciale totale du Canada dépendait essentiellement du surplus commercial avec les États-Unis, tan-

GRAPHIQUE 2 Balance commerciale du Canada (millions de \$)



Source Industrie Canada, Données sur le commerce en direct

dis que le déficit commercial grandissait avec le reste du monde (voir le graphique 2). En 2009, dans la foulée de la Grande Récession, le Canada a affiché son premier déficit commercial global de l'histoire récente. Depuis, le Canada a enregistré des déficits commerciaux pour quatre des six dernières années,¹⁰ atteignant en 2015 un niveau record.¹¹

On observe aussi une tendance aux déficits dans les échanges commerciaux du Canada avec les pays du PTP (voir les données de 2015 dans le *Tableau 2*). Lorsque l'on retire de l'équation le commerce avec les États-Unis, le Canada enregistre un déficit commercial global avec les pays du PTP, cumulant des surplus uniquement avec l'Australie et Singapour qui, ensemble, ne comptent que pour un maigre 0,8 % des exportations canadiennes vers la zone PTP.

Les importations du Canada en provenance des pays du PTP avec lesquels il n'y a pas d'ALÉ sont plus élevées que les exportations vers ces mêmes pays, ce qui conduit à un déficit commercial année après année et qui s'est élevé à 11,3 milliards \$ en 2015 (*Tableau 2*). En effet, le Canada a importé 1,83 dollar de produits pour chaque dollar exporté aux pays du PTP hors-ALÉ. Ces déficits commerciaux reflètent bien le déséquilibre commercial dont souffre le Canada avec cette région : ils représentent une perte d'opportunités au niveau des activités productives et des emplois dans l'économie canadienne,

TABLEAU 2 Le Canada et les pays PTP: Exportations, Importations et Balance commerciale (2015) (en millions de \$ CA)

Partenaires avec qui le Canada négocie le PTP	Exportations canadiennes	% des exportations du Canada dans la région PTP	Importations au Canada	% des importations canadiennes depuis la région PTP	Balance commerciale
États-Unis	400 306	94,5 %	284 945	82,3 %	115 361
Japon	9 755	2,3 %	14 765	4,3 %	-5 010
Mexique	6 574	1,6 %	31 156	9,0 %	-24 581
Australie	1 890	0,4 %	1 680	0,5 %	210
Singapour	1 507	0,4 %	954	0,3 %	553
Chili	791	0,2 %	1 854	0,5 %	-1 063
Malaisie	790	0,2 %	2 637	0,8 %	-1 847
Pérou	858	0,2 %	3 260	0,9 %	-2 402
Vietnam	653	0,2 %	4 089	1,2 %	-3 436
Nouvelle-Zélande	475	0,1 %	683	0,2 %	-208
Brunei	3	0,0 %	4	0,0 %	-1
Total PTP	423 601		346 027		77 575
PTP sans les É-U	23 295	5,5 %	61 082	17,7 %	-37 786
PTP avec ALÉ	410 036	96,8 %	321 215	92,8 %	88 822
PTP sans ALÉ	13 565	3,2 %	24 812	7,2 %	-11 247
	Exportations		Importations		
Total du commerce global du Canada	521 922		535 156		-13 234
% du commerce global du Canada avec les pays PTP		81,2 %		64,7 %	
% du commerce global du Canada avec les pays PTP sans les É-U		4,5 %		11,4 %	

Source Industrie Canada, Données du commerce en direct, calculs de l'auteur.

Note Singapour est inclus dans la catégorie des pays PTP avec ALÉ compte tenu que le tarif moyen sur les importations est de 0,0 %.

puisque une quantité disproportionnée de produits achetés au Canada sont produits et créent des emplois mais ailleurs qu'au pays.

Le PTP ne corrigerait pas ce déséquilibre, et la situation risque d'empirer si l'on considère que l'élimination des tarifs toucherait une portion plus petite des exportations du Canada (3,2 %) comparativement aux importations (7,2 %). Dans la mesure où la réduction des tarifs conduit à une augmentation du commerce dans les deux directions, on doit s'attendre à ce que les importations du Canada croissent plus rapidement que les exportations vers les pays qui ne sont pas déjà couverts par un ALÉ. C'est d'ailleurs conforme à l'expérience canadienne dans le cadre de d'autres accords

de libre-échange, qui ont contribué à l'augmentation des déficits commerciaux avec la majorité des pays sauf les États-Unis.¹²

La composition des échanges commerciaux du Canada avec les pays du PTP

Le commerce du Canada avec les pays du PTP avec lesquels il n'y a pas d'ALÉ illustre bien notre dépendance vis à vis les exportations de produits primaires et l'importation de biens de fabrication de pointe. Comme le montre le tableau 3, environ 90 % des 25 premiers groupes de produits canadiens exportés vers ces pays appartiennent au secteur primaire ou sont des produits très peu transformés, et les cinq en tête de liste (cuivre, graines, porc, charbon et bois scié) totalisent 54 % de la valeur dans cette catégorie. La plupart de ces exportations (72 %) sont destinés au Japon (voir le *Tableau 2*).

Les produits agricoles, comme les graines oléagineuses, le porc et le blé, couvrent la plus grande proportion des exportations du Canada vers les pays PTP sans ALÉ (36 % des 25 premiers produits exportés) en comparaison avec les exportations globales canadiennes qui sont dominées par les produits dérivés du pétrole (46 % des 25 premiers produits exportés) suivis des produits de transport manufacturés (34 % des 25 premiers produits exportés).¹³ Les exportations de ressources non renouvelables, comme le charbon, le cuivre, l'or, le fer et l'aluminium, totalisent toutefois une large portion des exportations du Canada vers les pays PTP avec ALÉ (35 % des 25 premiers produits exportés).

Ce même tableau nous permet de constater que les importations du Canada en provenance des pays PTP non couverts par un ALÉ (sans ALÉ) sont à 93 % des produits manufacturés plus élaborés. Les produits du Japon à eux seuls comptent pour 60 % du total des importations canadiennes en provenance des économies du PTP sans ALÉ (*Tableau 2*). Une large proportion du commerce avec les pays sans ALÉ (36 % des 25 premiers produits) relève de l'industrie automobile (24 % automobiles et 12 % des pièces automobiles). Parmi les cinq premiers produits importés au Canada, on compte aussi les transmissions et les parties d'embrayage, les appareils téléphoniques et la machinerie d'imprimerie. Non seulement les échanges commerciaux entre le Canada et les pays PTP sont-ils déséquilibrés au niveau quantitatif, engendrant des déficits commerciaux année après année, mais ils le sont aussi au niveau qualitatif, avec des exportations dominées par les ressources naturelles, et des importations composées de produits ayant une plus grande valeur ajoutée.

TABLEAU 3 Échanges commerciaux du Canada par produit dans la région PTP (pays sans ALÉ) (les 25 premiers, codes de produits HS4, 2015, en millions \$ CA) (Australie, Brunei, Japon, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Vietnam; Singapour n'est pas inclus dans les exportations canadiennes car ce pays n'applique pas de tarifs. Les importations canadiennes incluent toutefois Singapour car le Canada applique des tarifs sur les produits importés de ce pays) **Les produits primaires ou peu transformés sont en caractères gras**

Exportations canadiennes		Importations canadiennes	
Catégorie (HS4)	Valeur (m\$)	Catégorie (HS4)	Valeur (m\$)
2603 - Minerais de cuivre	1 118	8703 - Véhicules automobiles	3 208
1205 - Graines de navette ou de colza	1 058	8708 - Parties de véhicules automobiles	1 520
0203 - Viandes de porcins	977	8483 - Arbres de transmission, engrenages	1 143
2701 - Charbon	969	8517 - Appareils téléphoniques	1 067
4407 - Bois scié	893	8443 - Machinerie d'imprimerie	757
1001 - Blé	648	8429 - Véhicules lourds (bulldozers, pelles méc.)	626
1201 - Graines de soya	468	8542 - Circuits intégrés électroniques	455
4703 - Pâtes chimiques de bois	388	4011 - Pneumatiques neufs, en caoutchouc	436
3004 - Médicaments	362	8471 - Lecteurs magnétiques/optiques	380
3104 - Engrais	342	8803 - Parties d'hélicoptères, d'avions	378
2601 - Minerais de fer	335	9403 - Meubles	341
8802 - Hélicoptères, Avions et vais. spatiaux	208	2204 - Vins de raisins	336
0306 - Crustacés	180	0202 - Viandes de bovins - congelées	327
8803 - Parties d'hélicoptères, d'avions	140	8525 - Appareils d'émission pour radio/tv	259
4403 - Bois bruts	139	3004 - Médicaments	217
8411 - Turboréacteurs, turbopropulseurs, turbines	130	7112 - Déchets/débris de métaux précieux	217
2503 - Soufres	126	8544 - Fils, conducteurs, câbles de fibres optiques	206
1107 - Malt	110	6403 - Chaussures en cuir, semelles diverses	201
7601 - Aluminium sous forme brute	110	9018 - Instruments/appareils électromédicaux	188
0303 - Poissons congelés (excepté les filets)	99	8701 - Tracteurs	184
8483 - Arbres de transmission, engrenages	94	0204 - Viandes d'ovins/caprins	182
7504 - Poudres et paillettes de nickel	87	2844 - Uranium	147
8105 - Cobalt et produits du cobalt	86	7318 - Vis, boulons, écrous, etc.	145
7502 - Nickel sous forme brute	77	8504 - Transformateurs et convertisseurs électriques	142
0713 - Légumes à cosse secs	66	8413 - Pompes pour liquides; élévateurs à liquides	140
Total des exportations, 25 premiers produits	9 211	Total des importations, 25 premiers produits	13 203
Total de la valeur, produits primaires seul.	8 277	Total de la valeur, produits primaires seul.	13 203
Nombre de produits primaires (sur 25)	21	Nombre de produits primaires (sur 25)	4
% de la valeur totale des 25 premiers produits	89,9%	% de la valeur totale des 25 premiers produits	6,6%

Note Produits primaires, Classification type pour le commerce international (CTCI 0 + 1 + 2 + 3 + 4 + 68 + 667+ 971)

Source : Industrie Canada Données du commerce en direct

TABLEAU 4 Composition des produits exportés par secteur d'activités (% des exportations totales)

	Aliments		Matières agricoles brutes		Combustibles		Minerais et métaux		Manufactures	
	2000	2014	2000	2014	2000	2014	2000	2014	2000	2014
Canada	6,4	10,8	6,2	4,1	13,2	28,1	4,4	7,0	63,8	46,4
Revenu élevé	6,1	9,2	1,7	1,6	11	10,6	2,8	3,9	73,6	70,1
Zone Euro	7,8	9,8	1,5	1,4	3,2	6,6	2,2	2,6	79,4	76,5
Asie de l'Est et Pacifique	7,1	5,3	1,7	1	6,2	4,6	2,1	1,8	82,4	87,1
Monde	6,9	9,4	1,8	1,6	12	10,7	3,0	4,0	72,4	70,6

Note Les pourcentages des exportations de marchandises peuvent ne pas totaliser 100 pour cent en raison des échanges commerciaux non classés

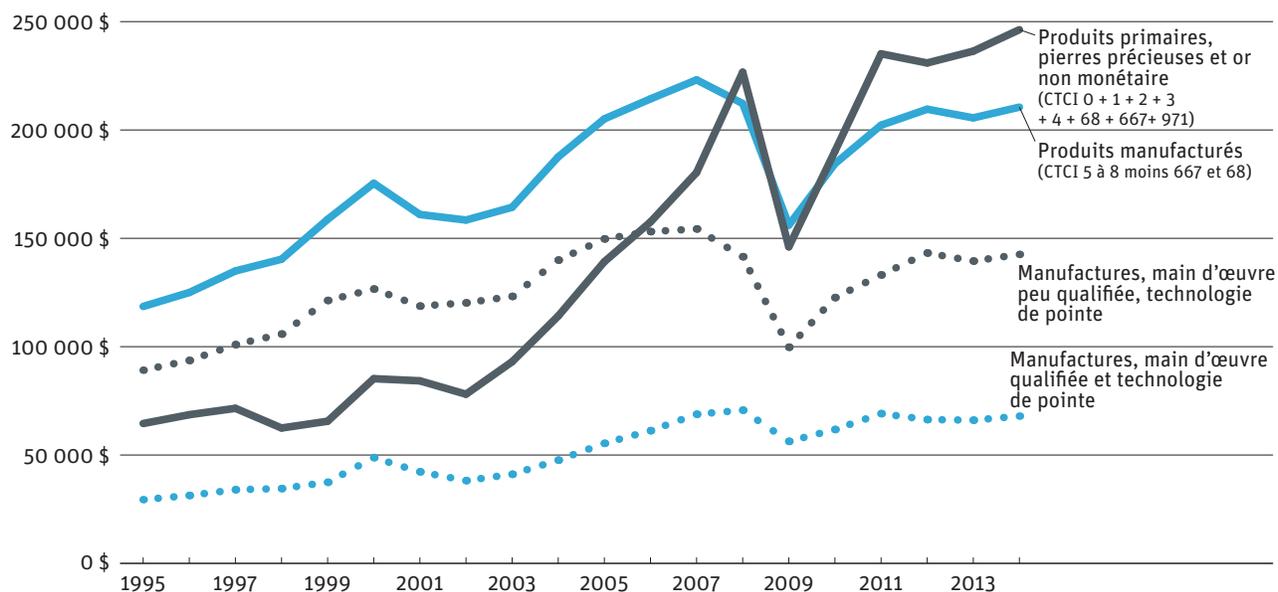
Source Indicateurs de développement de la Banque mondiale

Cette structure du commerce indique le type d'intégration du Canada à l'économie mondiale, caractérisée de plus en plus par une expansion des exportations de produits primaires et un déclin des exportations de produits manufacturés (voir le *Tableau 4*). Globalement, la part des exportations du Canada dans le monde a diminué en proportion du PIB, passant de 40 % en 2000 à 32 % en 2014.¹⁴ Entre 2000 et 2014, les produits manufacturés ont décliné de 64 % à 46 % en fonction des exportations totales. À l'inverse, les produits du secteur primaire (les biens non transformés ou très peu) ont augmenté de 30 % à plus de 50 % du total des exportations au cours de la même période.

Tandis que plusieurs économies à revenus élevés ont connu un étiolement du secteur manufacturier en proportion des exportations totales, le *Tableau 4* montre que le déclin canadien atteint des niveaux incomparables. Pendant ce temps, les économies du PTP d'Asie de l'Est et du Pacifique ont accru l'importance vouée aux produits manufacturés, passant de 82 % à 87 % de l'ensemble de leurs exportations, souvent en misant sur des industries de haute technologie.

Les changements survenus au niveau des exportations canadiennes s'expliquent en partie par le boom du prix des matières premières au cours des années 2000. Ceci a eu pour effet d'augmenter la valeur totale des exportations de biens primaires par rapport aux exportations de biens non primaires. Mais comme l'indique le graphique 3, depuis 2005 environ, les exportations manufacturières du Canada sont toujours en phase de récupération suite à la récession, et ont non seulement plafonné en termes relatifs mais aussi en termes absolus. Sur une période de près de 15 ans, de 2000 à 2014, les exportations de matières premières ont augmenté de 189 % alors que celles des biens manufacturés de 20 %.

GRAPHIQUE 3 Exportations canadiennes totales (en millions \$ US, nominal)



Source UNCTADstat, Commerce international de biens et de services; et calculs de l'auteur.

L'indice du volume des exportations de la Banque mondiale (un indicateur de la quantité d'unités échangées) montre que, pendant que la valeur des exportations du Canada a augmenté de 66 % entre 2000 et 2013, le volume des exportations a décliné de 4 %. Autrement dit, nous avons moins exporté mais les produits, jusqu'à récemment, valaient plus cher.¹⁵ Sur la même période, les volumes d'importations ont augmenté de 40 % et leur valeur de 94 %, indiquant que les exportations du Canada n'ont pas suivi le même rythme que la croissance des importations mesurées en volume et en valeur.¹⁶

Les taux tarifaires entre le Canada et les pays du PTP

Alors que les tarifs appliqués sont déjà faibles par rapport aux standards historiques, l'élimination de tarifs canadiens dans plusieurs secteurs stratégiques pourrait ébranler les secteurs de fabrication de pointe du Canada et miner les perspectives de diversification économique. Les taux tarifaires moyens appliqués dans les pays du PTP sont tous sous les 5 % sauf en Malaisie et au Vietnam, conformément à la stratégie de ces pays en voie de développement d'utiliser les tarifs afin de soutenir leurs secteurs manufacturiers émergents.

TABLEAU 5 Tarifs de la Nation la plus favorisée par pays PTP (sans ALÉ) en pourcentage (%) de la valeur des produits importés « moyenne simple de la moyenne simple » et moyenne pondérée, biens non agricoles, 2015

Catégorie de produits		Biens manufacturés, minerais et métaux	Minerais et métaux	Biens manufacturés	Produits chimiques	Machineries et équipements de transport	Autres biens manufacturés
		Australie	Moyenne	3,2	1,24	3,33	1,68
	Pondéré	2,91	1,49	2,93	1,58	3,26	3,18
Brunei	Moyenne	1,85	0,0	1,9	0,45	3,72	1,43
	Pondéré	1,54	0,0	1,54	0,37	1,85	1,09
Canada	Moyenne	2,37	0,01	2,52	0,62	1,2	3,86
	Pondéré	1,97	0,02	2,04	1,07	2,32	2,11
Japon	Moyenne	2,33	1,23	2,4	2,64	0,03	3,33
	Pondéré	0,86	0,11	0,98	1,1	0,0	2,32
Malaisie	Moyenne	5,91	2,7	6,11	2,56	4,52	8,32
	Pondéré	4,45	2,45	4,67	3,35	3,77	8,51
Nouvelle-Zélande	Moyenne	2,42	0,81	2,51	0,74	2,86	3,04
	Pondéré	2,67	0,99	2,71	1,58	3,12	2,4
Singapour	Moyenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Pondéré	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Vietnam	Moyenne	8,38	1,7	8,74	3,05	6,03	12,2
	Pondéré	4,14	0,63	4,38	3,07	3,22	7,07
Moyenne sans le Canada	Moyenne	3,44	1,10	3,57	1,59	2,86	4,64
	Pondéré	2,37	0,65	2,04	1,16	2,06	2,25
Moyenne sans la Malaisie et Vietnam	Moyenne	1,96	0,66	2,03	1,10	1,89	2,40
	Pondéré	1,60	0,52	1,63	0,93	1,65	1,80

Source UNCTADstat

Notes Selon la moyenne simple de la moyenne simple, « le même poids est donné à tous les produits, sans prendre en compte la quantité des produits qui sont échangés. » Par le calcul de la moyenne pondérée, « plus de poids est donné aux produits dont le flux d'importation est plus important. »¹⁷

La Malaisie et le Vietnam comptent pour 1,7 % du PIB des pays du PTP, ce qui n'aura pas pour effet de modifier drastiquement les opportunités de marché pour le Canada. Singapour n'applique aucun tarif, et en ce qui concerne les autres partenaires commerciaux (excluant la Malaisie et le Vietnam), les tarifs sont très bas. En général, l'Australie impose les plus hauts tarifs dans ce groupe, laissant présager des opportunités potentielles pour les exportations canadiennes lorsque ceux-ci tomberont. Toutefois, pour ce pays ainsi que d'un point de vue plus général, il est prudent d'évaluer les bénéfices potentiels liés à l'élimination de tarifs en tenant compte des coûts de trans-

port relativement plus élevés pour les exportateurs canadiens comparativement à ceux des autres partenaires PTP en Asie-Pacifique.

Le Canada tend à appliquer des tarifs moyens plus élevés sur les importations de minerais et de métaux transformés, sur les biens manufacturés, et sur les « autres biens », comparativement aux tarifs moyens des pays du PTP excepté la Malaisie et le Vietnam (*Tableau 5*). Cela pourrait indiquer un petit avantage pour les exportateurs PTP vers le Canada, mais en général les différences entre les taux tarifaires appliqués sont minimales.

La réduction ou l'élimination des tarifs grâce au PTP pourrait avoir des conséquences indirectes sur les exportations du Canada vers les États-Unis; nos produits risquent de devenir moins compétitifs par rapport aux biens provenant des pays du PTP qui jouissent de coûts de production plus bas. Cela pourrait conduire à une délocalisation de la production en dehors de l'Amérique du Nord en général, un virage qui générerait une pression vers le bas sur les salaires et l'emploi au Canada et dans l'ensemble de la zone PTP.¹⁸

Le commerce du Canada avec le Japon

Le Japon est de loin la plus grande économie des pays du PTP avec lesquels le Canada n'a pas d'ALÉ, comptabilisant 68 % du PIB de ce groupe de pays (tableau 1) et accueillant 72 % des exportations canadiennes vers ces pays (tableau 2). Le Japon est un important exportateur global de biens de fabrication de pointe, et la réduction ou l'élimination des tarifs commerciaux avec le Japon aura un impact économique sur le Canada bien plus grand que ne pourrait l'avoir la libéralisation du commerce avec l'un ou l'autre des pays PTP sans ALÉ.

La proportion des importations agricoles libres de tarifs est similaire pour le Canada (51 %) et le Japon (47 %), mais l'échelle des tarifs de l'OMC indique qu'à l'exception des produits laitiers, le Japon protège plus solidement son secteur agricole que ne le fait le Canada.¹⁹ Il est possible qu'il y ait une augmentation des exportations des produits agricoles canadiens comme les grains, les graines oléagineuses, et le porc à mesure que les tarifs japonais diminuent avec le PTP.²⁰

La situation est différente dans les domaines non agricoles : 83 % des exportations canadiennes vers le Japon, hors-agriculture, ne font face à aucun tarif, et il en va de même pour 69 % des importations en provenance du Japon. Par conséquent, les nouvelles opportunités d'exportation du Canada sont moindres qu'à l'inverse pour le Japon, car les exportateurs japonais pourraient profiter d'une réduction des tarifs sur les 31 % qui sont ap-

TABLEAU 6 Commerce entre le Canada et le Japon, Tarifs sur les biens de fabrication de pointe

Groupe de produits	Canada			Japon		
	% des groupes de produits qui sont libres de tarifs	Moyenne des droits appliqués (%)	Tarifs maximum (%)	% des groupes de produits qui sont libres de tarifs	Moyenne des droits appliqués (%)	Tarifs maximum (%)
Machinerie non électrique	93	0,4	9	100	0	0
Machinerie électrique	83	1,1	9	98	0,1	5
Équipement de transport	41	5,8	25	100	0	0

Source Échelles de tarifs de l'OMC, pour le Canada et le Japon

pliés à leurs exportations actuelles, comparativement aux 17 % auxquels sont assujettis les exportateurs canadiens.²¹

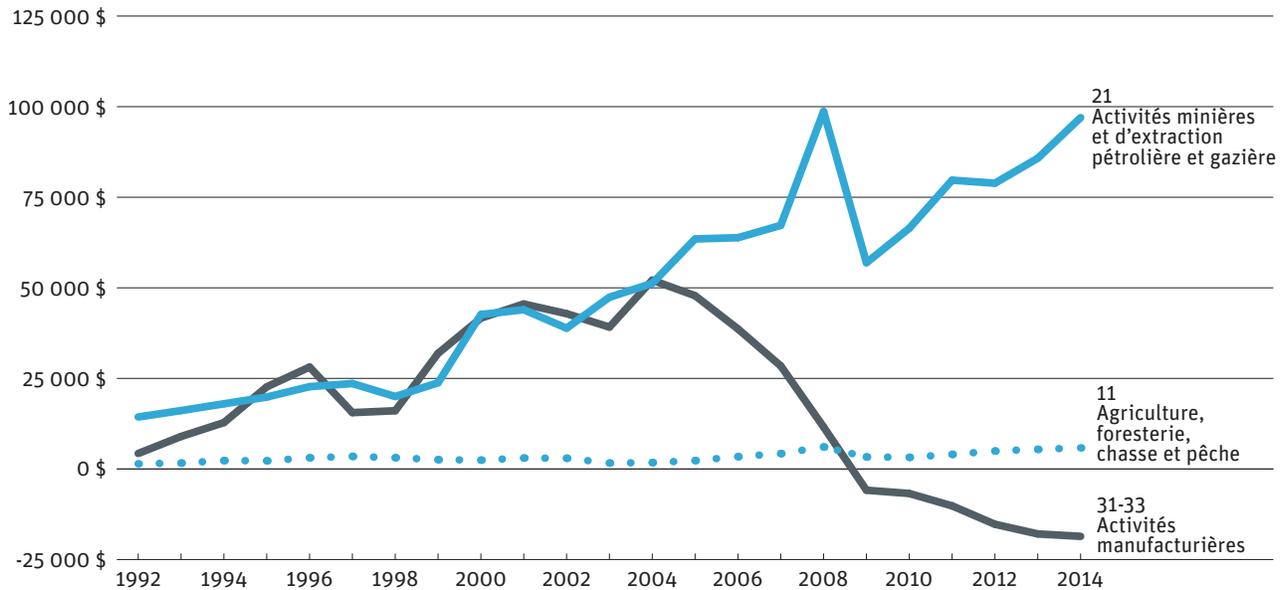
Les tarifs du Canada sur les importations de biens de fabrication de pointe, comme la machinerie électrique et non électrique ou l'équipement de transport, sont plus élevés que les tarifs appliqués par le Japon sur ces groupes de produits (voir le *Tableau 6*). Par exemple, le Canada applique un taux tarifaire moyen de 5,8 % sur 59 % du groupe de produits d'équipement de transport, tandis que les exportations canadiennes d'équipement de transport entrent au Japon sans tarifs. Avec l'élimination des tarifs, le coût des exportations japonaises en équipement de transport pourraient être réduit de 5,8 % en moyenne, tandis qu'il n'y aurait aucun effet sur le coût des exportations canadiennes pour ce groupe de produits.

Compte tenu du fait que le Japon n'impose aucun tarif sur la plupart des importations de biens de fabrication de pointe, les manufacturiers canadiens ont peu à gagner avec le PTP. À l'inverse, les exportateurs japonais bénéficieraient d'une réduction de tarifs à une hauteur moyenne de 27 % sur les groupes de biens de fabrication de pointe importés au Canada.²² Par conséquent, l'élimination des tarifs sur les échanges commerciaux entre le Canada et le Japon pourrait exacerber la tendance actuelle du commerce canadien décrite plus haut (à savoir un accroissement des exportations de biens primaires et le déclin des exportations manufacturières).

Les défis découlant d'exportations basées sur les ressources naturelles

Les principales opportunités pour les exportations canadiennes que présente l'élimination des tarifs prévue par le PTP semblent résider dans l'ap-

GRAPHIQUE 4 Balance commerciale du Canada avec les pays du PTP par secteur, codes SCIAN (en millions \$ CA)



Source Industrie Canada, Données du commerce en direct

provisionnement de matières premières en vue de leur transformation à l'extérieur du pays, possiblement réimportées au Canada sous forme de biens manufacturés à valeur ajoutée. Ce déséquilibre des échanges commerciaux est observable dans la balance commerciale du Canada par secteur avec les pays qui négocient le PTP, comme on peut le voir dans le graphique 4, mais il s'agit aussi d'une tendance générale du commerce canadien dans d'autres régions du monde sauf avec les États-Unis.

Les exportations des industries de technologie de pointe peuvent jouer un rôle de premier plan pour favoriser l'innovation et l'augmentation de la productivité au sein de l'économie canadienne. Toutefois, comme le montre le graphique 3, les exportations de produits à haute teneur en travail qualifié et technologie de pointe ont décliné par rapport aux exportations totales de biens, passant de 18,7 % en 2000 à 14,9 % en 2014, et les exportations de haute technologie sont en perte de vitesse par rapport à la croissance de l'économie canadienne, déclinant de 6,6 % du PIB en 2000 à 3,8 % en 2014.²³ Ces résultats sont confirmés par des rapports de l'OCDE montrant que le Canada est en retard au niveau de l'investissement des entreprises dans la Recherche et Développement, et qu'il est en position dé-

savantageuse pour les biens de fabrication de haute et moyenne technologie, alors qu'il jouit d'un avantage comparatif pour les biens manufacturés de basse et moyenne-basse technologie.²⁴

Le PTP aurait pour effet de restreindre la capacité du Canada d'inverser cette tendance. Entre autres, l'accord exigerait d'abandonner des outils essentiels aux politiques sectorielles de développement qui, historiquement, ont fait leur preuve dans les économies avancées pour favoriser la transition vers une diversification économique ainsi que la production et l'exportation de produits à valeur ajoutée et à haute teneur technologique. C'est dans cet esprit qu'ont pris tout leur sens les tarifs appliqués en vue de soutenir certains secteurs stratégiques. Cependant, tout comme d'autres accords de libre-échange et d'investissement depuis l'ALÉNA, le PTP interdit de façon très large la prescription de résultats (transferts de technologie, contenu national, quotas d'embauche locale, etc.) que les États pourraient raisonnablement exiger aux entreprises étrangères qui investissent dans le secteur de l'extraction des ressources naturelles non renouvelables.²⁵ Le chapitre du PTP en matière de marchés publics ainsi que celui sur les sociétés d'État limitent encore plus le recours aux dépenses publiques et les activités des sociétés fédérales de la Couronne pour stimuler le développement local.

Certes, une telle approche combinée à d'autres politiques industrielles s'inscrit en porte à faux avec l'orthodoxie du libre-échange. Toutefois, ces mesures ont permis à certaines économies de se tailler une place au sein des chaînes de valeur dans un contexte de mondialisation économique, comme l'illustre l'industrialisation rapide des économies de l'Asie de l'Est.²⁶ La Chine utilise avec succès des interventions stratégiques afin de favoriser sa transition d'une économie productrice de biens exportés à haute intensité en main-d'œuvre vers une économie exportatrice de biens de haute technologie et à valeur ajoutée, comme par exemple la machinerie de construction et les véhicules aériens.²⁷ Plusieurs économies développées ont aussi mis de l'avant des stratégies de développement sectorielles pour tenter de sortir de la stagnation économique qui a découlé de la récente Grande Récession.²⁸

Quelques implications pour l'emploi

La dépendance croissante du Canada vis-à-vis des biens primaires pour l'exportation pourrait avoir une incidence sur les perspectives d'emplois. Statistique Canada a souligné qu'au cours des années 2000, l'industrie extractive a connu son « cycle le plus long et le plus fort pour les ressources depuis la

TABLEAU 7 Intensité de l'emploi dans les secteurs manufacturier, des mines, du pétrole et du gaz

Industrie	Industries de fabrication de biens (2014)		Nombre d'emplois pour chaque milliard \$ exporté (2014)	Exportations à valeur ajoutée (2011)		
	en % du PIB	en % d'emplois		en % des exportations	en % d'emplois	en % des emplois directs et indirects
Manufacturier	36 %	52 %	4 668	52 %	40 %	45 %
Mines, pétrole et gaz	27 %	8 %	1 525	21 %	4 %	9 %
Production végétale et animale				3 %	4 %	4 %

Sources Statistique Canada (Tables 379-0031, 281-0024, 381-0032), Industrie Canada Données du commerce en direct, et calculs de l'auteur.

Note Des données comparables sur le % du PIB, le % d'emplois et le nombre d'emplois pour chaque milliard exporté ne sont pas disponibles.

Seconde Guerre mondiale », ce qui a conduit à des niveaux record d'investissements, à doubler les profits, et à « port[er] les valeurs boursières à des sommets », bien que le secteur ne constitue pas une grande source d'emplois pour les Canadiens.²⁹

En effet, l'emploi dans le secteur des ressources naturelles a connu un déclin par rapport à l'emploi total au Canada —de 10 % en 1990 à approximativement 7 % au plus fort du boom du prix des matières premières en 2007.³⁰ Ceci est dû en partie à la croissance de l'emploi dans le secteur des services, mais cela est aussi une indication de l'augmentation de l'intensité de capitaux dans les industries extractives.³¹

Le tableau 7 permet de mesurer la création d'emplois selon les industries minière, pétrolière, gazière et manufacturière. Le secteur manufacturier est plus intensif en emplois que les industries extractives, fournissant plus d'emplois en fonction du PIB, des exportations et de la production à valeur ajoutée. Cela tombe sous le sens, compte tenu du haut niveau d'investissement nécessaire en capitaux pour explorer, extraire et mettre sur le marché tous ces minerais.

Les industries extractives tendent à offrir en moyenne des salaires plus élevés, mais elles créent beaucoup moins d'emplois.³² Selon Statistique Canada, les exportations à valeur ajoutée jusqu'en 2011 (les données disponibles les plus récentes) montrent que les exportations manufacturières ont créé 612 000 emplois directs à valeur ajoutée (40 % de tous les emplois associés à l'exportation à valeur ajoutée) comparé à 61 000 emplois (4 % des emplois dans le secteur de l'exportation) créés par les industries minière, pétrolière et gazière, et 68 000 dans le secteur de la production végétale et animale (Tableau 7).³³

En ajoutant les emplois indirects, le secteur manufacturier comprend 1 321 700 emplois comparés à 276 700 emplois dans le secteur minier, pétrolier et gazier, et 128 700 emplois dans la production végétale et animale.³⁴ Lorsque les emplois indirects sont pris en compte, la proportion d'emplois à valeur ajoutée passe du simple au double dans les industries extractives (de 4 % à 9 %), mais c'est toujours moins du quart du pourcentage d'emplois à valeur ajoutée créés dans le secteur manufacturier. La production agricole est plus dense en emplois et produit un nombre disproportionné d'emplois en regard de son apport à l'exportation.

La composition des exportations canadiennes de biens primaires vers les pays du PTP sans ALÉ est pratiquement répartie de façon égale entre les secteurs des ressources naturelles renouvelables (36 % des 25 premiers produits exportés: agriculture, foresterie et pêche) et les secteurs des industries extractives non renouvelables (35 % des 25 premiers produits exportés),³⁵ alors que le commerce global du Canada est dominé par la production extractive. Comme nous l'avons souligné plus haut, la réduction des tarifs avec le PTP pourrait créer des opportunités pour augmenter les exportations agricoles, mais l'effet sur l'emploi serait vraisemblablement minime. Le potentiel d'emplois résultant d'un accroissement des exportations de graines et de porc doit être évalué à l'aune des pertes d'emplois qui découleront d'une augmentation des importations de produits laitiers à la suite de l'entrée en vigueur du PTP et des impacts mentionnés plus haut sur le secteur manufacturier canadien.³⁶

De façon générale, il est toutefois possible d'affirmer que le Canada augmentera ses exportations de biens provenant des activités d'extraction des ressources (à faible intensité en emplois) et accroîtra ses importations de produits manufacturés (à forte intensité en emplois). De fait, le Canada exporte des biens qui créent peu d'emplois chez nous et importe des biens qui en créent beaucoup ailleurs dans le monde. Cela explique une part du déclin des emplois du secteur manufacturier au Canada au cours de la dernière décennie, et met en évidence les défis qu'il faut relever à long terme pour établir des stratégies de création d'emplois susceptibles d'atteindre le plein emploi au Canada. En priorisant l'extraction des ressources, le précédent gouvernement conservateur a négligé les industries qui créent de l'emploi, contribuent à la valeur ajoutée et accroissent la productivité.

La dépendance aux exportations de produits primaires contribue aussi à la volatilité et la vulnérabilité du taux de change, puisque l'augmentation du prix des matières premières exerce des pressions à la hausse sur le dollar canadien. Une telle volatilité crée des défis pour les autres secteurs d'exportation. Par exemple, un dollar canadien fort augmente le coût

des produits manufacturés pour les acheteurs étrangers et par conséquent contribue, comme lors du boom du prix des matières premières dans les années 2000, à une diminution des exportations dans les secteurs non liés aux ressources naturelles ainsi qu'à des pertes d'emplois. Entre 2001 et 2014, l'économie canadienne a perdu 493 000 emplois dans le secteur manufacturier.³⁷ La chute inévitable des prix des matières premières, qui avaient atteint des niveaux record au cours des années 2000, a aussi eu des effets dévastateurs sur la croissance économique et les finances publiques, comme le reflètent bien les défis fiscaux auxquels le gouvernement fédéral et plusieurs gouvernements provinciaux font face actuellement.³⁸

Conclusion

Le PTP pourrait avoir d'importants impacts dans plusieurs domaines de politiques publiques qu'il n'est pas possible d'approfondir ici mais qui sont abordés dans d'autres analyses du CCPA de la série « De quel grand 'deal' est-il question? » sur le Partenariat transpacifique. Le présent rapport a examiné les impacts potentiels de la réduction des tarifs proposée par le PTP sur l'économie canadienne. L'analyse indique que, loin de bénéficier automatiquement aux travailleurs et aux consommateurs, l'accord risque d'exacerber la dépendance du Canada aux exportations de produits primaires moins créateurs d'emplois.

Le potentiel du PTP à créer des opportunités dans certains secteurs, comme les exportations de porc et de graines, doit être évalué par rapport à l'impact de l'augmentation des importations de produits laitiers provenant des États-Unis, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie, des importations sans tarifs des produits de fabrication de pointe en provenance du Japon, et des biens manufacturés à faible valeur ajoutée de juridictions où les coûts de production et de main-d'œuvre sont bas comme en Malaisie et au Vietnam. Le Partenariat transpacifique cherche non seulement à éliminer les tarifs mais aussi plusieurs des outils que les gouvernements, dont celui du Canada, pourraient raisonnablement vouloir utiliser pour favoriser le développement économique et l'accroissement de leurs exportations.

Notes

1 L'acronyme anglais BRICS regroupe les puissances émergentes que sont le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.

2 Citation prise du site <https://ustr.gov/tpp>, consulté le 9 mars 2016.

3 Ce papier fait partie de la série d'analyses du CCPA intitulée « De quel grand 'deal' est-il question? : les dessous du Partenariat transpacifique », qui regroupe plusieurs rapports sur les impacts de l'accord dans divers domaines dont ceux mentionnés ici. Ces rapports sont disponibles sur www.policyalternatives.ca.

4 La plus récente analyse d'impact du gouvernement du Canada est celle menée avec le Japon et rendue publique en 2007, intitulée « Étude conjointe » sur la libéralisation du commerce, laquelle se basait sur des données de 2001 en utilisant le modèle contesté d'Équilibre général calculable (EGC). Aucune autre étude plus récente n'a été rendue publique par le gouvernement canadien. Pour une critique du modèle d'équilibre général calculable, consulter Jim Stanford, 'Out of Equilibrium: The Impact of EU-Canada Free Trade on the Real Economy' (Ottawa: Centre Canadien de Politiques Alternatives, Octobre 2010), p. 22-25, http://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2010/10/Out_of_Equilibrium.pdf.

Voici la réponse du gouvernement suite aux démarches de l'auteur pour accéder aux données et documents existants qui permettent d'affirmer que les retombées du PTP seront bénéfiques:

« Comme c'est le cas avec toutes ses initiatives commerciales internationales, le Canada a soupesé la valeur économique de participer aux négociations du PTP avant de s'y joindre et notre analyse se fait de façon constante à mesure que les négociations progressent. Nous soupesons, entre autres facteurs, l'opportunité d'approfondir et de moderniser nos relations commerciales avec des pays avec qui nous avons déjà un accord de libre-échange (les É-U, le Mexique, le Chili, le Pérou), ainsi que la possibilité de gagner l'accès à de nouveaux marchés en Asie, incluant le Japon. Les onze partenaires du PTP font partie de la liste des Marchés prioritaires selon le Plan d'action du Canada sur les marchés mondiaux... Autrement dit, le PTP est pleinement conforme au plan économique du Canada et à notre agenda de politique commerciale. » (Affaires étrangères, Commerce international et Développement Canada, 'Question sur le PTP', correspondance personnelle, 3 mars 2015)

Aucun document n'a été toutefois transmis en appui.

5 Robert Fife, 'Trudeau Markets Canada as Tech Hub in Bid for Global Investment at Davos', *The Globe and Mail*, 20 janvier 2016, <http://www.theglobeandmail.com/news/world/justin-trudeau-to-talk-up-canada-when-he-takes-the-stage-at-davos/article28278339/>.

6 'Canadian Business Is United: It's Time for TPP · Canadian Chamber of Commerce', consulté le 15 mars 2016, <http://www.chamber.ca/media/news-releases/Canadian-business-is-united-time-for-TPP/>.

7 UNCTADstat, Produit intérieur brut, <http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx>

8 99,2% des produits agricoles et 100% des produits non-agricoles sont libres de tarifs selon l'OMC, Organisation mondiale du commerce (OMC), 'Profil commercial - Singapour', consulté le 25 janvier 2016, <http://stat.wto.org/CountryProfile/WSDBCountryPFView.aspx?Language=E&Country=SG>.

9 Sous le gouvernement de Justin Trudeau, Industrie Canada s'appelle désormais Innovation, Sciences et Développement économique Canada

10 Industrie Canada, Données du commerce en direct, Balance commerciale canadienne, Total de toutes les industries (<https://www.ic.gc.ca/app/scr/tdst/tdo/crtr.html?naArea=9999&searchType=All&productType=NAICS&reportType=TB&timePeriod=10|Complete+Years¤cy=CDN&toFromCountry=CDN&countryList=specific&areaCodes=9&grouped=GROUPED&runReport=true&lang=fra>)

11 'Rapport - Données du commerce en direct - Importations, Exportations et Investissements - Industrie Canada'; Industrie Canada, Données du commerce en direct, données annuelles pour

2015, et Greg Quinn, 'Canada Trade Deficit Unexpectedly Narrows on Surge in Exports', Bloomberg.com, consulté le 22 février 2016, <http://www.bloomberg.com/news/articles/2016-02-05/canada-trade-deficit-unexpectedly-narrows-on-surge-in-exports..>

12 Jim Stanford, 'Out of Equilibrium: The Impact of EU-Canada Free Trade on the Real Economy', 30. Voir aussi les prédictions de déficits commerciaux suite à une élimination des tarifs dans l'étude conjointe du Canada et de l'UE sur l'Accord économique et commercial global (AÉCG), Commission européenne et Gouvernement du Canada, « Évaluation des coûts et avantages d'un partenariat économique plus étroit entre l'Union européenne et le Canada », Étude conjointe (Ottawa: Affaires étrangères et Commerce international Canada, 2008), 57.

13 Industrie Canada, Données du commerce en direct, premiers 25 produits exportés, codes HS 4, 2015.

14 'Indicateurs du développement dans le monde | World DataBank - Canada, exportations en pourcentage du PIB', consulté le 4 décembre 2015, <http://databank.banquemondiale.org/data/reports.aspx?ReportId=30436&Type=CHART>.

15 Indicateurs du développement dans le monde | World DataBank: <http://databank.banquemondiale.org/data/reports.aspx?source=Indicateurs%20du%20d%C3%A9veloppement%20dans%20le%20monde&preview=on>

16 'Indicateurs du développement dans le monde | World DataBank', consulté le 3 novembre 2015, <http://databank.banquemondiale.org/data/reports.aspx?source=2&country=&series=TX.QTY.MRCH.XD.WD&period=&l=en..>

17 Les définitions de moyenne simple et moyenne pondérée ont été prises sur https://www.wto.org/english/res_e/statis_e/popup_indicator_help_e.htm

18 Alana Semuels, 'How the Trans-Pacific Partnership Threatens America's Recent Manufacturing Resurgence', *The Atlantic*, 8 octobre 2015, <http://www.theatlantic.com/business/archive/2015/10/trans-pacific-partnership-tpp-manufacturing/409591/>; Josh Bivens, 'The Trans-Pacific Partnership Is Unlikely to Be a Good Deal for American Workers', Briefing Paper (Washington: Economic Policy Institute, 16 avril 2015), <http://www.epi.org/publication/tpp-unlikely-to-be-good-deal-for-american-workers/>.

19 Mary E. Burfisher et al., 'Agriculture in the Trans-Pacific Partnership' (Washington: United States Department of Agriculture, Octobre 2014), 22-24, <http://www.ers.usda.gov/media/1692509/err176.pdf>. OMC, 'Profil commercial - Canada, Japon', consulté le 25 janvier 2016, <http://stat.wto.org/TariffProfile/WSDBTariffPFView.aspx?Language=E&Country=CA,JP.>

20 'Rapport découlant de l'étude conjointe Canada-Japon sur les avantages et les coûts d'un renforcement de la promotion du commerce et de l'investissement bilatéraux' (Foreign Affairs, Trade and Development Canada, Octobre 2007), 64, <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/japan-japon/canjap-report-rapport.aspx?lang=fra>; Burfisher et al., 'Agriculture in the Trans-Pacific Partnership', 22, 23.

21 OMC, 'Profil commercial - Canada, Japon'

22 Ces résultats sont confirmés par l'étude datant de 2007 (à partir de données de 2001) sur la libéralisation du commerce entre le Canada et le Japon et qui concluait que « Au Japon, la production progresserait dans les secteurs des produits manufacturiers et des services, tandis que celle des produits céréaliers et de la viande baisserait. Au Canada, la production s'intensifierait dans les secteurs agricole et agroalimentaire, alors que celle de la plupart des secteurs manufacturiers diminuerait, quoique dans une moindre mesure. » 'Rapport découlant de l'étude conjointe Canada-Japon sur les avantages et les coûts d'un renforcement de la promotion du commerce et de l'investissement bilatéraux', 64. .

23 Source: UNCTADstat, PIB aux prix courants \$ US et Matrice sur le commerce des marchandises par groupes de produits, \$ US, calculs de l'auteur

24 OCDE, 'STI Country Profiles: Canada', in *Science, technologie et industrie : Perspectives de l'OCDE 2014* (Paris: Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2014), 285, http://www.oecd-ilibrary.org/science-and-technology/science-technologie-et-industrie-perspectives-de-l-ocde-2014/canada_sti_outlook-2014-40-fr;jsessionid=45qq9rr8d3mp2.x-oecd-live-03; OCDE, 'Progresser le long de la chaîne de valeur : Rester compétitif dans l'économie mondiale (Principales conclusions)' (OECD, 2007), 20.

25 Suzy H. Nikièma, 'Les prescriptions de résultats dans les traités d'investissements' Série bonnes pratiques de l'IISD', (Institut international de développement durable (IISD), Décembre 2014), 2, <http://www.iisd.org/sites/default/files/publications/best-practices-performance-requirements-investment-treaties-fr.pdf>.

26 Ha-Joon Chang, *The East Asian Development Experience: The Miracle, the Crisis and the Future* (Penang, Malaysia; London; New York; New York: Third World Network ; Zed, 2006).

27 Daniel Poon, 'A Pivot to Asia? Canada's "Real" Globalization', *Policy Options*, September 2012; Keith Crane et al., 'The Effectiveness of China's Industrial Policies in Commercial Aviation Manufacturing', Product Page, (2014), http://www.rand.org/pubs/research_reports/RR245.html.

28 The Economist, 'The Global Revival of Industrial Policy: Picking Winners, Saving Losers', *The Economist*, 5 août 2010, <http://www.economist.com/node/16741043>; Edward Luce, 'America Reassembles Industrial Policy', *Financial Times*, 8 avril 2012, <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/6cbeb150-7da4-11e1-bfa5-00144feab49a.html#axzzzC3zbVMA8>; Joseph E. Stiglitz, Joan Esteban, and Justin Lin Yifu, *The Industrial Policy Revolution I: The Role of Government Beyond Ideology* (Basingstoke, UK: Palgrave Macmillan, 2013).

29 Philip Cross, « Rôle des ressources naturelles dans l'économie canadienne », *L'Observateur économique canadien* 21, no. 11 (Novembre 2008): 3-3, 3-7, 3-9.

30 Ibid., 3-7.

31 CSLS, 'Rapport sur les tendances de la productivité dans certaines industries de ressources naturelles au Canada' (Ottawa: Centre d'étude des niveaux de vie / Centre for Study of Living Standards (CSLS), Octobre 2004).

32 En 2014, le secteur des industries extractives comptait un salaire moyen de 41,08 \$/heure en moyenne, alors que dans le secteur manufacturier le salaire moyen était de 23,46 \$/heure. Statistique Canada, Tableau 281-0030.

33 Statistique Canada Gouvernement du Canada, 'Contribution des exportations à l'emploi, 2011', 30 juillet 2015, <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/150730/too2b-fra.htm>. Ce sont les données disponibles les plus récentes. Sondage de Statistique Canada Tableau 381-0032. « La base de données mesure la contribution des exportations à la valeur ajoutée brute ou au PIB en supprimant la valeur des intrants intermédiaires importés (achats autres qu'en immobilisation auprès d'autres industries) contenue dans les produits exportés. Cette méthode permet d'obtenir une mesure de la contribution des exportations au PIB de chaque industrie et à l'ensemble de l'économie. » <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/150730/dq150730b-fra.htm>.

34 Statistique Canada, Tableau 381-0032

35 Voir le Tableau 3, Échanges commerciaux du Canada par produit dans la région PTP (pays sans ALÉ)

36 Presse canadienne, 'TPP Could Harm Canada's Dairy More than Expected, Expert Says', consulté le 14 novembre 2015, <http://www.cbc.ca/news/canada/montreal/tpp-dairy-imports->

effects-1.3308877. Un article équivalent en français est disponible à <http://affaires.lapresse.ca/economie/agroalimentaire/201511/06/01-4918090-ptp-des-questions-persistent-a-lendroit-du-secteur-laitier-canadien.php>

37 Statistique Canada Tableau 281-0024

38 'Economic Mood Darkens as Rout Spreads beyond Oil Patch', *The Globe and Mail*, consulté le 24 février 2016, <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/economy/businesses-outside-oil-patch-now-feeling-sting-of-commodity-price-rout-boc/article28105709/>; 'UPDATE 3-Canada Government Warns of Big Budget Deficits, Growth Forecast Cut', Reuters, 22 février 2016, <http://www.reuters.com/article/canada-budget-idUSL2N1610YX>.



CCPA

CANADIAN CENTRE
for POLICY ALTERNATIVES

CENTRE CANADIEN
de POLITIQUES ALTERNATIVES